

Brochure n° 3005-II

Convention collective nationale

IDCC : 1702. – **TRAVAUX PUBLICS**
(Tome II : Ouvriers)

ACCORD DU 1^{ER} DÉCEMBRE 2008
RELATIF AUX INDEMNITÉS DE PETITS DÉPLACEMENTS
POUR L'ANNÉE 2009
(ILE-DE-FRANCE)

NOR : ASET0950075M

IDCC : 1702

Entre :

La fédération régionale des travaux publics Ile-de-France (FRTTP) ;

La fédération parisienne des SCOP du bâtiment et des travaux publics,
pour la section travaux publics,

D'une part, et

La CFE-CGC BTP ;

L'union régionale de la construction et du bois de l'Ile-de-France CFDT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

En application du chapitre VIII-1 de la convention collective nationale des ouvriers du 15 décembre 1992, étendue par arrêté ministériel du 27 mai 1993 (*Journal officiel* du 29 mai 1993), les montants des indemnités de petits déplacements applicables aux ouvriers des travaux publics de la région Ile-de-France applicables à partir du 1^{er} janvier 2009 sont fixés comme suit :

Le montant de l'indemnité de repas est fixé à 10,30 € au 1^{er} janvier 2009 pour tous les départements de l'Ile-de-France.

Le montant de l'indemnité pour frais de transport, déterminé par zones, est fixé à compter du 1^{er} janvier 2009 à :

- zone 1 (0 à 10 km) : 1,79 € ;
- zone 2 (10 à 20 km) : 3,12 € ;
- zone 3 (20 à 30 km) : 4,91 € ;
- zone 4 (30 à 40 km) : 5,78 € ;
- zone 5 (40 à 50 km) : 6,89 € ;
- zone 6 (> 50 km) (1) : 8,28 €,

pour tous les départements de l'Ile-de-France.

Le montant de l'indemnité de trajet, déterminé par zones, est fixé à compter du 1^{er} janvier 2009 à :

- zone 1 (0 à 10 km) : 2,01 € ;
- zone 2 (10 à 20 km) : 2,97 € ;
- zone 3 (20 à 30 km) : 4,62 € ;
- zone 4 (30 à 40 km) : 5,56 € ;
- zone 5 (40 à 50 km) : 6,84 € ;
- zone 6 (> 50 km) (1) : 7,84 €,

pour tous les départements de l'Ile-de-France.

Ces indemnités ne se cumulent pas avec les indemnités de grands déplacements prévues au chapitre VIII-2 de la convention collective nationale des ouvriers du 15 décembre 1992, étendue le 29 mai 1993.

Article 2

En application de l'article 7.1.9 de la convention collective nationale des ETAM des travaux publics du 12 juillet 2006, étendue par arrêté ministériel du 15 juin 2007 (*Journal officiel* du 28 juin 2007), les valeurs des indemnités de repas et de transport ci-dessus s'appliquent également aux ETAM non sédentaires.

Ces indemnités ne se cumulent pas avec les indemnités et/ou remboursements de frais de déplacements prévus au chapitre VII.2 de la convention collective nationale des ETAM des travaux publics du 12 juillet 2006.

Article 3

Le présent accord sera déposé en 2 exemplaires, une version papier et une version électronique, à la direction des relations du travail, conformément à l'article D. 2231-2 du code du travail. Un exemplaire sera également déposé auprès du greffe du conseil des prud'hommes de Paris.

Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministère chargé du travail, conformément aux dispositions des articles L. 2261-15 et suivants du code du travail.

(1) Sauf cas de grands déplacements.

Article 5

Toute organisation syndicale non signataire du présent accord collectif régional pourra y adhérer, conformément à l'article L. 2261-3 du code du travail.

Fait à Paris, le 1^{er} décembre 2008.

(Suivent les signatures.)